

# Le ministre de l'Invasion Cazeneuve a déclaré la guerre à toute la France



Le plan Cazeneuve, que nous avons appelé « coup d'Etat migratoire » se met en place. Celui que Jean-Yves Le Gallou a appelé, vendredi soir, au Trocadéro, « **le ministre de l'Invasion** » a décidé de répartir, de manière brutale et autoritaire, 12.000 clandestins dans l'ensemble de la France, en fixant des quotas par régions (sauf en Corse).



Charge aux préfets, presque tous nommés par le pouvoir pour leur connivence avec son idéologie, de mettre cela en application, en contournant les maires s'il le faut. Cela s'apparente à un véritable putsch de l'Etat socialiste contre le peuple des campagnes. En effet, les villes étant saturés de « nouveaux venus », les crânes d'oeuf de Beauvau ont décidé d'imposer le « vivre ensemble » aux paisibles villages de campagne, ainsi qu'aux quartiers considérés comme privilégiés, comme le 16e arrondissement parisien ou Versailles, pour commencer.

Depuis, les réunions se suivent et se ressemblent. Dans des petits villages de la France profonde, les autorités, préfets, sous-préfets, voire simples secrétaires de préfecture, viennent annoncer aux populations les bonnes nouvelles : leur ville va devoir accueillir des dizaines, parfois une centaine de « migrants », qu'il nous faut bien appeler par leur vrai nom : des clandestins !

L'exemple de la réunion qui s'est tenue à Valfleury, petite ville d'à peine sept cents habitants, dans la Loire, est révélateur. Une salle pleine à craquer, une intervenante, élue

régionale FN, Isabelle Surply, qui exprime ce que ressentent des habitants peu habitués à ce genre de situation, et c'est l'ovation !

Cette femme pose trois questions de bon sens : **pourquoi on a laissé mourir 6.000 SDF en deux ans, et qu'on peut loger des étrangers ? Qui va payer ? Si vous nous dites que ces migrants seront surveillés sept jours sur sept, sont-ils dangereux ?**

Le public a réclamé, toute la soirée, un référendum. En vain. Désireux de mater ces révoltes populaires, un autre préfet, dans la Drôme, Spitz, a voulu châtier le maire, Gérard Crozier, coupable d'avoir osé consulter sa population, sur un projet imposant, là aussi : 50 clandestins, qui seront installés dans un château qui était, jusque là, laissé à l'abandon.

Souvent sonnés dans un premier temps, les habitants constatent que ce gouvernement, aux abois, les méprise ouvertement, et est prêt à leur imposer, par tous les moyens, des nouveaux venus qui mettront fin, par leur nombre et leur culture, au vivre ensemble à la Française dont ils bénéficiaient, jusqu'à ce jour. Faut-il rappeler que le procureur de la République de la Loire, un nommé Eric Jallet, a entamé une procédure judiciaire contre les habitants de Saint-Denis-de-Cabanne, près de Valfleury, pour « *incitation à la haine raciale, et violence en réunion avec armes* », rien de moins, le sous-préfet ayant reçu un pétard à ses pieds ? On devine aisément les menaces et les pressions que l'appareil d'Etat fait peser sur ces maires (chantage aux subventions, menace de contrôle fiscal si celui-ci est entrepreneur, etc.).

La Quinzaine « Sauvons notre pays », qui a commencé ce vendredi, à Paris, place du Trocadéro, va permettre, jusqu'au 8 octobre, de multiplier rassemblements, manifestations, initiatives militantes, dans une vingtaine de villes de France, comme le rappelait, en introduction de la soirée,

Pierre Cassen (qui a oublié d'ajouter Calais à son énumération).

Dès le lendemain, à Versailles, c'était un premier coup de tonnerre : en 48 heures, les deux élus de Versailles Familles Avenir, Fabien Bouglé et Valérie d'Aubigny, réussissaient à mobiliser près de 2000 manifestants, et à organiser un rassemblement devant la mairie, et une manifestation devant la préfecture. Le moins qu'on puisse dire est que les autorités, préfet Morvan en tête, en ont pris pour leur grade !

<http://ripostelaique.com/plus-de-1000-manifestants-a-versailles-contre-linvasion-migratoire.html>

Fabien Bouglé osait même reprendre des slogans de Solidarnosc et Pegida « **Nous sommes le peuple** », et à faire référence à la Révolution française, et au serment du Jeu de Paume ! Quant au public, il qualifiait le préfet de collabo et conspuait généreusement le président de la République, avec ce slogan : « **Hollande, tes camps, on n'en veut pas** » .

Mais, comme le disait notre fondateur, lors de sa conclusion, ces premières escarmouches ne constituent qu'un début au bras de fer qui se met en place, entre la vraie France, celle du peuple, et ceux qui, à la tête du pouvoir, ont décidé de la remplacer, avec la complicité de toute la gauche, d'une partie de la droite (n'oublions pas que l'idée géniale des migrants dans les campagnes vient de Raffarin et Jégo, on s'en souviendra...), des journalistes propagandistes et surtout des associations immigrationnistes, gavées de subventions pour imposer ce Grand Remplacement.

Dans ce contexte, on ne peut que se réjouir qu'à Montpellier ou à Bordeaux, le FN sorte enfin de sa réserve et de la ligne Philippot, qui exigeait un « pas de vagues » avant les élections. Espérons que cela se traduira par une approche unitaire, dépourvue de tout sectarisme, avec la mouvance

patriotique, et que cela se traduira par un réel engagement de terrain contre l'invasion migratoire et l'islamisation de la France.

Les socialistes, derrière Cazeneuve et ses préfets, ont déclaré la guerre à la France des campagnes et des villes. Il y a dans nos petites villes des solides traditions viriles, et des souvenirs historiques de jacqueries mémorables.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nul ne sait comment les choses vont tourner, car seuls quelques arbitrages ont été rendus, alors que, dans un premier temps, c'est par centaines que nos villages vont être touchés. Et ce n'est qu'un début !

Il se pourrait bien, comme le disait Pierre Cassen dans sa conclusion du Trocadéro (avec quelques problèmes de voix sur la fin) que le putsch de Cazeneuve ne réveille la France des campagnes et des villes, et que celle-ci, au pied du mur, ne sorte les fourches, voire davantage, pour gagner une guerre qui lui a été déclarée...

Car quand, dans les villages, les salles sont pleines, que la colère gronde, et qu'à Versailles, on évoque la Révolution française et le serment du Jeu de Paume, cela ressemble à une situation pré-insurrectionnelle, et alors, tout est possible...